

Article 31 du Règlement

bien déterminés, qui bénéficie d'un nouveau financement de 3 milliard de dollars.

D'autres pays ont des plans similaires, notamment le Royaume-Uni, la France, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas et l'Australie. Franchement, aucun de ces pays ne peut même être comparé au Canada en ce qui concerne le financement consenti, les objectifs et les calendriers, l'étendue et la portée de la consultation et de la participation du public au processus de formulation.

Si les critiques dépensaient davantage leur énergie à des activités constructives, à devenir par exemple des partenaires à part entière dans la solution du Plan vert, l'objectif commun d'un environnement plus sain serait atteint beaucoup plus vite que n'importe lequel d'entre nous ne l'aurait jamais imaginé.

* * *

LES VICTIMES DE LA THALIDOMIDE

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, trois victimes de la thalidomide ont comparu ce matin devant le Comité permanent de la santé et du bien-être social. Ces trois victimes, qui représentaient 72 autres personnes dans leur cas, ont demandé une aide mensuelle fondée sur la gravité de leur infirmité au lieu du montant forfaitaire égal, qui ne tient pas compte de la gravité de leur infirmité, qu'a choisi le gouvernement.

Après avoir attendu 30 ans pour être dédommagées, ces personnes, poussées par le désespoir, ont saisi de leur dossier la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. J'ai honte de dire que le Canada est le seul pays qui ne soit pas encore venu en aide à ses victimes de la thalidomide en dépit de leurs besoins évidents. Trente p. 100 d'entre elles ne peuvent pas trouver d'emploi intéressant et trente autres pour cent sont à la charge de leur famille. Je me joins au député de London-Est pour demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social d'accéder à la requête des 75 victimes canadiennes de la thalidomide qui ont attendu si patiemment pour obtenir réparation. De grâce, organisez une rencontre avec elles bientôt au nom de la justice ou devront-elles attendre le verdict des Nations Unies?

* * *

[Français]

LES GARDERIES

M. Jacques Tétreault (Laval-Centre): Monsieur le Président, le 6 décembre dernier, M^{me} la ministre Monique Landry présidait la cérémonie d'inauguration, dans

ma circonscription de Laval-Centre, de la première garderie d'enfants dans un complexe à bureaux de Laval.

La garderie «Génies en herbe G.L.» est une initiative de la firme d'ingénierie Gendron Lefebvre, appuyée par l'entreprise Édifice G.L., la ville de Laval ainsi que l'Office des services de garde à l'enfance du Québec.

Cet Office reçoit chaque année une généreuse participation financière du gouvernement fédéral. Cette garderie contient 60 places, dont huit places préparées pour les nouveaux-nés. Une cour de récréation extérieure a été spécialement aménagée pour les enfants.

La proximité et la disposition des lieux permettent même aux parents de venir voir leur enfant durant la journée. La communauté lavalloise est reconnaissante à Gendron Lefebvre pour cette initiative qui mérite éloges et félicitations.

* * *

[Traduction]

LE GROUPE DIGNITÉ RURALE

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui le quatrième anniversaire de la fondation du groupe Dignité rurale du Canada, un mouvement populaire qui s'appuie sur le principe suivant, à savoir qu'il existe trois grandes institutions fédérales qui cimentent nos collectivités rurales et qui gardent le Canada intact, soit la Société canadienne des postes, Radio-Canada et VIA Rail.

Il y a maintenant des milliers de citoyens dans les localités rurales du Canada, habilement dirigés par des organisatrices comme Cynthia Patterson et Barb Bonneau, qui luttent contre les compressions qui mettent en péril leurs collectivités et leur mode de vie. Mentionnons à titre d'exemple la fermeture et la privatisation de 5 200 bureaux postes ruraux.

À un moment donné, le premier ministre a dit que le Canada est un pays formé de petites villes et de grands rêves. Les six dernières années, qui ont été marquées par le dépeuplement des collectivités, la pauvreté, la privatisation et la suppression de services, n'ont été qu'un long cauchemar pour les régions rurales du Canada. L'émergence de mouvements populaires comme Dignité rurale Canada montre que les habitants des régions rurales n'ont pas l'intention de se croiser les bras pendant que le gouvernement détruit leurs collectivités et leur mode de vie.

Les ministériels qui représentent des circonscriptions rurales ont intérêt à tenir compte des doléances de leurs électeurs, car, sinon, ils devront en subir les conséquences aux prochaines élections.